

*Intervention à la commémoration
de l'assassinat d'Itzhak Rabin
Nancy, le 7 novembre 2010.
Gérald Tenenbaum pour l'ACJ.*

Le 4 novembre 1995, Itzhak Rabin était assassiné. En 2010, le jour anniversaire de cet assassinat (selon le calendrier hébraïque) semble avoir connu une désaffection qui prolonge un processus enclenché il y a quelques années déjà.

C'est l'occasion, c'est le prétexte, pour que certains suggèrent de mettre un terme à cette commémoration, proposant de la remplacer par la célébration d'une « Journée de la démocratie » plus consensuelle.

Pourtant, en Israël, dix-huit tentes ont été installées, à travers tout le pays, pour marquer l'événement. Des dizaines de milliers de personnes, y compris des étudiants, des mouvements de jeunesse, des soldats, sont venus visiter les tentes dressées par le mouvement Dror Israël. D'autres sont encore attendus.

Accessibles au grand public pendant plusieurs semaines, ces mémoriaux commémoratifs illustrent la vie et l'œuvre du Premier ministre disparu. Cette exposition met également en lumière les éléments qui ont favorisé son meurtre.

Et en Israël toujours, la classe politique se souvient :

« *La leçon que nous tirons de l'assassinat devrait faire écho pour les futures générations mais également pour tous. Il n'y a pas de date d'expiration* », a déclaré la chef de l'opposition, Tzipi Livni, à la radio militaire, ajoutant, à propos de la démocratie : « *Le rôle d'un leadership dans ce contexte n'est pas seulement de préserver les valeurs d'Israël en tant qu'État démocratique, mais aussi de dire la vérité au public.* »

Ministre de l'Immigration et de l'Intégration dans le gouvernement Rabin, et membre du cabinet politique en charge des questions de sécurité, Yaïr Tsaban s'est exprimé en ces termes :

« *S'il y a un danger qui menace sur le long terme notre régime démocratique,*

il trouve sa source dans la continuation de l'occupation. Dans l'immédiat, cependant, les dangers majeurs résident essentiellement dans la question de nos relations avec les Arabes palestiniens citoyens d'Israël. Leur dénominateur commun est le racisme évident qui se nourrit de la haine de l'Autre, et la peur qui l'inspire.

Dans ces conditions, quelle "union nationale" pouvons-nous constituer autour de la lutte pour la démocratie ? Ce leurre trouve son pendant lorsqu'on nous rabâche qu'il nous faut d'abord faire la paix entre nous avant de l'instaurer avec nos voisins. C'est un syndrome bien connu dans l'histoire des conflits nationaux et des tensions entre une majorité et diverses minorités ethniques.

Au cœur de l'incitation meurtrière qui a précédé l'assassinat de Rabin était l'argument selon lequel ce dernier "s'appuyait sur les députés arabes pour livrer des parcelles du pays à l'OLP". Aussi ai-je jugé bon de rappeler à la Knesset, bien avant que le meurtre ne soit commis, l'épisode suivant.

En 1922, en Pologne, il y eut des élections. Les quatre minorités qui représentaient près de 40% de la population ont fait front commun. Les listes des Ukrainiens, des Biélorusses, des Allemands et des Juifs ont remporté de nombreux sièges. La polémique et l'incitation à la haine faisaient rage, principalement contre les Juifs. En Pologne, comme en Israël, le président est élu par le Parlement. Au final, et grâce au soutien des minorités, Gabriel Narutowicz, le candidat du Centre, a été élu. La droite se lâcha alors et le principal mot d'ordre fut "Narutowicz, président des Juifs !" Quelques jours après avoir prêté serment, il fut assassiné par un nationaliste fanatique. »

Quinze années après, quelles sont les chances de la paix ? Parmi tant de raison de désespérer, nous avons repéré dans l'actualité deux perspectives encourageantes.

La première concerne le sommet de Washington qui s'est tenu en septembre sous les auspices du président Obama. Selon des sources israéliennes, ce sommet ne devait avoir un seul et unique objectif : fixer des frontières entre Israël et l'État palestinien à naître en Cisjordanie. Car Israël a besoin d'une frontière pour se définir, normaliser sa situation sur le plan international, en finir avec le débat sur les colonies, et solidifier le consensus national.

Cet accord encore à venir avec le Président Mahmoud Abbas est destiné à établir un équilibre entre deux intérêts fondamentaux d'Israël : d'une part, le désir de ne pas inclure les Palestiniens de Cisjordanie dans ses frontières, ni de les contrôler, et, d'autre part, la nécessité vitale de maintenir sa capacité à se défendre.

Aux Palestiniens la souveraineté, à Israël la sécurité. Voilà le contrat que propose Netanyahu.

Avec nombre de voix israéliennes de tous bords politiques, nous formons l'espoir qu'une frontière nouvelle créée à l'est aura pour effet que chaque Israélien saura où il habite. Avec une frontière, s'éteindront peut-être, enfin, les tentatives de prendre un dounam et encore un dounam (cette ancienne unité de mesure de surface représentant la quantité de terrain qu'un homme pouvait labourer en un jour), d'annexer une ruelle et encore une ruelle, de s'approprier une colline et encore une colline.

À Netanyahu et Abbas de parvenir au meilleur accord possible, et de s'en tenir là.

Le second espoir nous concerne plus directement en tant que Juifs diasporiques. Il trouve sa source dans un mouvement créé en mai dernier, désigné sous le nom d'*Appel à la raison*, ou plus simplement de *Jcall*, et dont la première réunion publique en France a eu lieu le 6 octobre dernier à Paris.

Il s'agit d'un mouvement européen de citoyens juifs, impliqués dans la vie politique et sociale de leurs pays respectifs qui déclarent entre autres

Quels que soient nos itinéraires personnels, le lien à l'État d'Israël fait partie de notre identité. L'avenir et la sécurité de cet État auquel nous sommes indéfectiblement attachés nous préoccupent.

Or, nous voyons que l'existence d'Israël est à nouveau en danger. Loin de sous-estimer la menace de ses ennemis extérieurs, nous savons que ce danger se trouve aussi dans l'occupation et la poursuite ininterrompue des implantations en Cisjordanie et dans les quartiers arabes de Jérusalem Est, qui sont une erreur politique et une faute morale. Et qui alimentent, en outre, un processus de délégitimation inacceptable d'Israël en tant qu'État.

Sans contester que la décision ultime appartient au peuple israélien, l'Appel à la raison exhorte les Juifs de Diaspora à œuvrer pour que cette décision soit propice à construire une paix durable, c'est-à-dire reposant sur les principes humanistes et moraux dont l'Europe a tissé son histoire. Il engage aussi l'Union Européenne à prendre, comme le font les États-Unis, ses responsabilités dans un conflit qui la concerne, y compris via des pressions sur les deux parties, afin de les aider sur la voie d'un règlement raisonnable et rapide.

L'Appel à la raison fait aussi partie de l'héritage de Rabin.

Je conclurai en citant ces mots de Yaïr Tsaban :

On ne peut s'exonérer de l'obligation de tirer les enseignements politiques d'un assassinat destiné à mettre un terme au processus de paix et qui a, pour le moment, atteint son but : à plus long terme, impossible de distinguer entre la défense de la démocratie, la lutte contre le racisme et celle contre l'occupation et pour la paix. Toute "Journée Rabin" qui ne serait pas conçue dans cet esprit ferait fi de la principale leçon que nous impose cet assassinat.

C'est dans cet esprit même que nous sommes rassemblés aujourd'hui.

Un homme a péri pour ses idées, il nous reste ses idées, à nous de les faire agir.

Je vous remercie.